

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
CCAP N° AOO-25077

**Outils SAS : redevance et maintenance des progiciels SAS
existants - Acquisitions et maintenance d'outils
complémentaires – Prestations de service complémentaires**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES

IMMEUBLE DEURBROUCQ - 5, ALLEE GLORINETTE

44093 – NANTES CEDEX

Marché passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en vertu de l'article L2124-2 et des articles R.2124-2 1° et R.2161-1 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DE LA CONSULTATION	6
ARTICLE 2.	CARACTERISTIQUE DU MARCHE PUBLIC	6
2.1	MODE DE DEVOLUTION (ALLOTISSEMENT).....	6
2.2	FORME DU MARCHE	7
ARTICLE 3.	DESCRIPTION DES FOURNITURES ET PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE.....	8
ARTICLE 5.	SOUS-TRAITANCE.....	9
ARTICLE 6.	MODALITES, ECHEANCIER D'EXECUTION	9
6.1	Durée du marché	9
6.2	Conduite des prestations.....	9
6.3	Délai contractuel d'exécution.....	10
6.4	Lieux d'exécution des prestations.....	10
6.5	Modalités d'établissement des bons de commande.....	10
6.6	Modalités d'affermissement de la tranche optionnelle C1	11
ARTICLE 7.	LIVRAISON ET VERIFICATION	11
7.1	Transport	11
7.2	Livraison.....	11
7.3	Responsable du suivi des livraisons	11
7.4	Vérifications	12
ARTICLE 8.	GARANTIE	12
	Sans objet.....	12
ARTICLE 9.	RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	13
ARTICLE 10.	INVALIDITE D'UNE CLAUSE	13
ARTICLE 11.	PRESTATIONS SIMILAIRES	13
ARTICLE 12.	INTEGRALITE ET LIMITE DU MARCHE PUBLIC.....	13
ARTICLE 13.	RESILIATION	13
ARTICLE 14.	LITIGES.....	13
ARTICLE 15.	CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU PRIX.....	14
ARTICLE 16.	REVISION DES PRIX.....	14
ARTICLE 17.	MODALITES DE REGLEMENT	15
17.1	Paiement.....	15
17.2	Avance.....	16
17.3	Facturation / Règlement	16
ARTICLE 18.	PENALITES DE RETARD.....	17
ARTICLE 19.	RETENUE DE GARANTIE.....	17
ARTICLE 20.	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE COMPTABLE	17
ARTICLE 21.	UTILISATION DES RESULTATS	18
ARTICLE 22.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
ARTICLE 23.	CONFIDENTIALITE	18
ARTICLE 24.	CLAUDE DE REEXAMEN.....	18
ARTICLE 25.	RGPD.....	19

ARTICLE 26. LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG/TIC.....	19
--	----

PREAMBULE

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

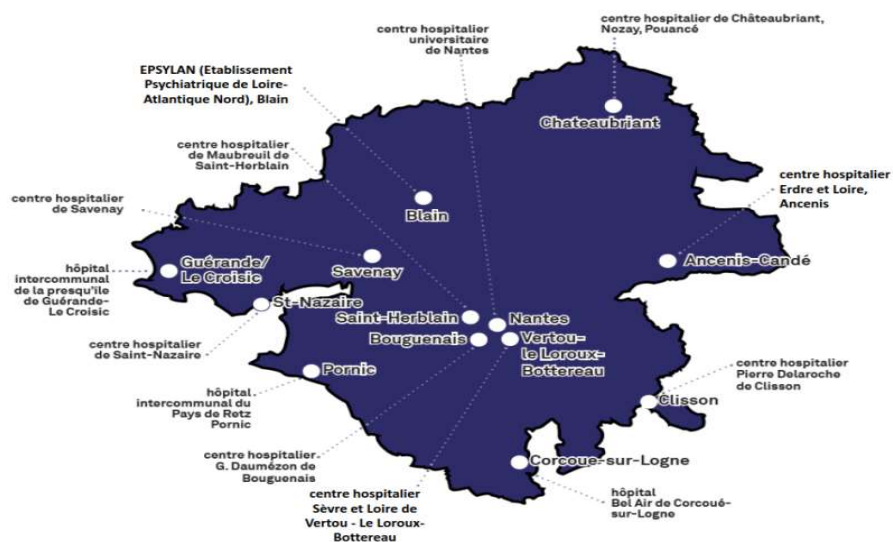
En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (CH Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la redevance et la maintenance des progiciels SAS existants, l'acquisition et la maintenance d'outils complémentaires ainsi que des prestations de service complémentaires.

Liste des établissements du GHT44 concernés par le présent marché :

- CHU de Nantes, établissement support du GHT 44

Le CHU de Nantes utilise des licences des progiciels de la société SAS Institute depuis 2000 pour couvrir les opérations d'extraction, de transformation et de restitution des données utilisées pour le système d'information de pilotage de l'hôpital. Ces progiciels font l'objet d'une redevance annuelle, incluant un droit d'usage et des services de maintenance corrective, évolutive et adaptative.

Les objectifs généraux, les contraintes à prendre en compte et les prestations demandées sont définis dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 2. CARACTERISTIQUE DU MARCHE PUBLIC

2.1 MODE DE DEVOLUTION (ALLOTISSEMENT)

Le marché est composé d'un lot unique découpé en quatre composantes.

Composante C1 optionnelle : Droit d'usage et support des licences SAS existantes pour la Recherche

- SAS Analytics Pro PC pour 12 utilisateurs,
- SAS IML pour 5 utilisateurs,
- SAS Access to Pc Files pour 12 utilisateurs,
- SAS Access to ODBC.pour 2 utilisateurs

Composante C2 : Droit d'usage et support des licences SAS existantes pour la DSN

- SAS Analytics Pro PC pour 7 utilisateurs (utilisation sur postes clients),
- SAS Visual Analytics pour 36 cores distribués.
- SAS Connect pour 5 utilisateurs (utilisation sur postes clients)
- SAS Office Analytics pour 4 cores et pour 8 cores
- Connecteurs SAS Connect 4 cores
- Connecteurs SAS Connect 8 cores
- SAS ACCES to ORACLE

Composante C3 : Droits d'usage supplémentaires 1ère année (droit d'entrée+support), droit d'usage avec support associé (années suivantes),

Sous composante C3.1 : Fourniture des logiciels SAS supplémentaires, droit d'usage et support:

- SAS Analytics Pro PC pour 1 utilisateur,
- SAS Access to Pc Files pour 1 utilisateur,
- SAS Connect pour 1 utilisateur,
- Droit d'usage avec support annuel après la 1ère année d'acquisition

Sous composante C3.2 : Droits d'usage supplémentaires 1ère année d'autres modules (droit d'entrée+support), droit d'usage et support associé années suivantes et les évolutions

- Droit d'usage d'autres modules de la suite logicielle en fonction des évolutions décidées par le CHU de Nantes.
- Evolution des serveurs Linux nécessitant une déclaration du CHU de Nantes à SAS Institute et changement de catégorie du droit d'usage SAS
- Evolution du nombre de licences pour les logiciels dont SAS Analytics Pro PC, SAS/IML, SAS/Access to Pc Files, SAS/Access to ODBC, SAS Connect.
- Droit d'usage et support annuel après la 1ère année d'acquisition

Les nouveaux achats faits au titre de la composante 3 feront l'objet d'une commande initiale pour l'acquisition+droit d'entrée (aux prix indiqués au Bordereau de prix : le prix de la première année sera proratisé au regard de la date d'acquisition et de l'échéance du 01/11) puis d'une commande annuelle au 01/11 de chaque année suivant leur acquisition afin d'activer le droit d'usage + support des années suivantes.

Composante C4 : Prestation de services complémentaires

Sous composante C4.1 : Prestation d'assistance technique :

- Prestation de service d'assistance technique.
- Formation.

Sous composante C4.2 : Prestation de développement et expertise :

- Développement SAS Base, reporting (SAS Visual Analytics).
- Accompagnement et expertise technique.

2.2 FORME DU MARCHÉ

Le marché prend la forme d'un accord-cadre composite mono-attributaire conclu seulement avec un maximum fixé à 700 000 € HT sur la durée totale du marché (reconductions comprises).

La partie forfaitaire à prix ordinaire correspond aux composantes C1 (sous réserve que cette composante soit prise par l'acheteur) et C2.

La partie à bons de commande correspond aux composantes C3 et C4. Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins de l'établissement.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DES FOURNITURES ET PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché sont décrites au CCTP.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe (annexe financière)
 - Annexe AE_2025_SAS_offre financière_v1.0.xlsx
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières n°AOO-25077
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières n°AOO-25077 et ses annexes :
 - Annexe - Charte_Fournisseur
 - Annexe – RGPD
 - Annexe - Sécurité_CCTP_SAS
 - Annexe technique - Accès fournisseurs
 - Annexe technique - architecture serveurs et stockage
 - Annexe technique - exploitation de la solution
 - Annexe technique - infrastructures réseaux
 - Annexe technique - Postes de travail
 - Annexe technique - Référentiel IAM et sécurisation du poste de travail
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- L'Offre technique du titulaire

Le CCAP et le CCTP ne sont pas modifiables.

L'original de ces documents conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.

Toute clause portée dans le(s) tarif(s), le(s) catalogue(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG -TIC, la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

ARTICLE 5. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut dans les conditions **des articles L.2193-1 à L2193-9 du code de la commande publique** sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à conditions d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Conformément aux dispositions de **l'article R.2193-1 du code de la commande publique**, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie

Le titulaire devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant dûment agréé est payé directement pour la partie du marché dont il assure la prestation.

ARTICLE 6. MODALITES, ECHEANCIER D'EXECUTION

6.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un an courant à compter du 1^{er} novembre 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure au 1^{er} novembre 2025.

Au terme de cette première année, le marché est reconductible trois fois, tacitement, par période d'un an.

La **durée totale du marché ne pourra excéder 4 ans**, période(s) de reconduction éventuelle(s) comprise(s). Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de décision de ne pas reconduire le marché, le CHU de Nantes se prononcera par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant les échéances annuelles.

Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

6.2 Conduite des prestations

Le Titulaire a la responsabilité des moyens en personnels dont il a besoin pour exécuter le marché conformément au CCTP.

Le Titulaire devra proposer des personnels pour les prestations relevant de sa responsabilité qui, après agrément du CHU de Nantes, composeront l'équipe de travail, ainsi que la personne responsable de la bonne exécution des prestations, qui sera l'interface avec le CHU.

En cas de faute du personnel du Titulaire et notamment en cas de non-respect des règles de sécurité en vigueur dans les locaux administratifs, le Pouvoir adjudicateur pourra exiger le départ immédiat de(s) l'agent(s) concerné(s).

Dans le cas d'une récusation pour faute, le Titulaire devra procéder sans délais au remplacement des personnels récusés. Il ne pourra prétendre ni à la prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

En cas d'absence des personnes nommément désignées pour l'exécution des prestations du marché, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant des compétences au moins équivalentes

Le Titulaire doit assurer au titre du remplacement la formation du remplaçant et la période de recouvrement entre la personne absente et son remplaçant.

6.3 Délai contractuel d'exécution

Les prestations sont réalisées en fonction d'un calendrier établi conjointement par le CHU de Nantes et le titulaire du marché. Les dates d'exécution des prestations sont conformes à ce calendrier.

6.4 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations se dérouleront dans les locaux du CHU de Nantes, frais de déplacement et d'hébergement inclus. Des prestations de formation pourront se dérouler à l'extérieur du CHU de Nantes, après accord du CHU de Nantes.

6.5 Modalités d'établissement des bons de commande

Pour les composantes C3 et C4 uniquement, le CHU émettra des bons de commandes au fur et à mesure de ses besoins. Le CHU demandera au préalable un devis au titulaire, établi sur la base des prix de l'annexe financière à l'acte d'engagement. En cas d'acceptation, le CHU émettra un bon de commande.

Les bons de commande préciseront :

- la date de la commande,
- la référence au marché,
- la référence au devis du titulaire du marché, le cas échéant,
- la désignation précise de la prestation commandée,
- le prix unitaire net HT des prestations,
- les quantités commandées,
- le montant total HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- le délai d'exécution,

- les conditions particulières d'exécution des prestations s'il y a lieu.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité des composante C3 et C4 et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 2 mois après le dernier jour de validité du marché.

6.6 Modalités d'affermissement de la tranche optionnelle C1

En cas d'affermissement, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations de la tranche optionnelle dans les conditions prévues au présent marché, sans pouvoir prétendre à une modification des prix ou des délais.

L'affermissement de la tranche optionnelle sera formalisé dans l'acte de notification du marché au titulaire.

A défaut, la composante C1 ne sera pas affermie au cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 7. LIVRAISON ET VERIFICATION

Les opérations de réception, vérification et admission sont placées sous la responsabilité du Directeur Technique de la DSN du CHU de Nantes ou son représentant.

7.1 Transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port. Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20 du CCAG-TIC.

En cas de réception de marchandises non conformes à l'offre, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

7.2 Livraison

Les matériels / progiciels sont livrés par le Titulaire sous son entière responsabilité jusqu'au site déterminé par le CHU.

Les livraisons s'effectueront conformément aux dispositions arrêtées dans l'offre du titulaire et seront accompagnées obligatoirement d'un bordereau (ou bon) de livraison qui comportera les indications suivantes :

- Expéditeur / destinataire
- Référence de la commande CHU
- Désignation et référence de la fourniture
- Quantité livrée
- Date livraison
- Le cas échéant, les numéros de série des matériels ou licences des logiciels livrés.
- Nom du transporteur

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire et ne pourra être facturée au CHU de Nantes.

7.3 Responsable du suivi des livraisons

Le contrôle de la conformité des livraisons, pour le compte du CHU, sera assuré par le responsable du projet des Services Numériques ou son représentant.

7.4 Vérifications

Les phases de vérifications sont placées sous la responsabilité du chef de projet des Services Numériques du CHU de Nantes.

Composantes C3 : pour les Droits d'usage supplémentaires, le support annuel associé, les droits d'usage de nouveaux modules

Chaque livraison de licences, de corrections ou d'évolutions fera l'objet d'une procédure de vérification.

L'admission de ces licences, corrections ou évolutions est réputée tacite en cas de vérification qualitative positive, sinon, en cas d'ajournement ou de rejet, un procès-verbal avec réserves est émis par le CHU de Nantes. Si les réserves sont bloquantes, le paiement correspondant est suspendu jusqu'à leur levée.

Composante C4 : Prestation de services

L'admission des prestations d'assistance sur site est réputée tacite si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- réalité de la prestation,
- remise d'une attestation de service fait par le prestataire,
- fourniture d'un compte-rendu technique de la prestation
- validation par le chu (sous un délai de 15 jours ouvrés à compter de la remise de l'attestation de service) des livrables prévus à la commande de la prestation (documentation, rapport, étude, etc..).

En cas de non réalisation de ces conditions, un procès-verbal avec réserves est émis par le CHU. Si les réserves sont bloquantes, le paiement correspondant ne pourra pas être déclenché.

Les prestations de formation font l'objet d'une fiche d'intervention détaillant l'objet de l'intervention, la date, le lieu, l'intervenant. Cette fiche est co-signée par l'intervenant du Titulaire et par le représentant concerné de l'équipe projet du CHU de Nantes, qui peut mentionner d'éventuelles réserves quant à la conformité de la prestation. Les réserves bloquantes donnent lieu à un complément d'exécution et à une nouvelle vérification.

ARTICLE 8. GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 9. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

En matière de responsabilité, il sera fait application de l'article 9 du CCAG-TIC.

Le Titulaire doit justifier d'une police d'assurance couvrant les dommages de toute nature pouvant affecter les personnes ou les biens et engager sa responsabilité du fait :

- de l'activité de ses agents,
- des moyens mis en œuvre pour la réalisation des prestations,
- du mauvais fonctionnement des composants, sous réserve que ces composants soient utilisés conformément au mode d'emploi.

ARTICLE 10. INVALIDITE D'UNE CLAUSE

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du présent marché.

ARTICLE 11. PRESTATIONS SIMILAIRES

Un marché négocié sans mise en concurrence et sans publicité préalable pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire initial du marché pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché (conformément à l'article R 2122-7 du Code de la commande publique).

ARTICLE 12. INTEGRALITE ET LIMITE DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché, assorti de ses annexes, exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune des dispositions des présentes ne peut être modifiée, altérée, complétée, modifiée, ni aménagée, que ce soit en totalité ou en partie, sauf par un écrit signé par les Parties.

ARTICLE 13. RESILIATION

Il sera fait application des clauses du chapitre 8 du CCAG/TIC en cas de décision de résiliation du marché par l'établissement bénéficiaire.

Conformément à l'article 50 du CCAG/TIC, en cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, l'établissement bénéficiaire pourra faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 14. LITIGES

Le présent marché est soumis au droit français. Il sera fait application de l'article 55 du CCAG/TIC.

Dans l'hypothèse d'un différend entre les Parties quant à l'application du présent marché, à son interprétation ou à son exécution, le titulaire du marché s'engage à notifier à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception une lettre de réclamation exposant les

motifs du désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées, conformément à l'article 55.2 du CCAG/TIC.

Pour le cas où les parties ne parviendraient pas à un accord amiable, celles-ci attribuent les cas de litige au Tribunal Administratif de Nantes.

CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 15. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU PRIX

Le détail du montant du marché figure à l'annexe financière fournie par le CHU de Nantes et jointe à l'acte d'engagement. Les prix sont établis aux conditions économiques du jour limite de dépôt des offres.

Le prix de référence du marché pour les composantes 1 et 2 est le prix forfaitaire annuel net HT figurant dans l'annexe financière pour l'ensemble des licences existantes.

Les prix de référence du marché pour les composantes 3 et 4 sont les prix unitaires annuels et prix de journées nets HT figurant dans l'annexe financière **(Dans l'hypothèse de développements donnant lieu à maintenance, il est demandé de préciser le mode de calcul du coût de la maintenance des développements).**

Le prix de journée des prestations proposées comprend le prix de journée de la prestation proprement dite ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement éventuels.

Le titulaire ne pourra facturer de frais de déplacement ou de d'hébergement en sus du prix de journée déposés.

Les prix de règlement s'entendront toutes taxes comprises, au taux de TVA en vigueur au dernier jour du mois faisant l'objet de la facturation. Ils seront réputés comprendre toutes charges fiscales et parafiscales.

L'établissement se réserve le droit d'accepter toutes remises supplémentaires en cours d'exécution du marché ou toute offre promotionnelle sur un élément du marché.

ARTICLE 16. REVISION DES PRIX

Les prix forfaitaires et unitaires nets HT sont fermes la première année puis révisibles annuellement à la date anniversaire, soit le 31 octobre de chaque année selon les modalités suivantes :

Composantes 1 à 3 : les prix sont révisibles annuellement de +2%.

Composante 4 : les prix sont révisibles selon la formule suivante :

$P1 = P0(0,125 + (0,875 \times S1/S0))$ dans laquelle :

P1 = montant après révision

P0 = montant initial au jour limite de dépôt des offres ou après précédente révision

S0 = indice Syntec publié 3 mois avant le 31/10 de l'année de notification ou 3 mois avant le 31/10 de l'année N-1

S1 = indice publié 3 mois avant le 31/10/N (même mois de référence que l'indice S0)

L'indice Syntec est publié par la Maison de l'ingénierie (Fédération Syntec).

La demande de révision est notifiée par la Partie la plus diligente à l'autre Partie, au plus tard un (1) mois avant l'échéance annuelle.

A défaut d'intervenir dans ce délai, la demande de révision peut être refusée par l'autre Partie, le marché s'exécutera alors dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour la révision.

Le cas échéant, les taux de remise accordé par le titulaire au stade de l'offre sont fermes pour la durée du marché public.

ARTICLE 17. MODALITES DE REGLEMENT

17.1 Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-TIC.

➤ Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (*nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET*)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : *numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries*
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Transmission des demandes de paiement :

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures, dans le cadre du présent Contrat, s'effectue obligatoirement par voie électronique, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour accéder au portail Chorus Pro, veuillez suivre le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour de plus amples informations, veuillez suivre le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du CHU de NANTES sont les suivants :

⇒ **Le code Siret** du CHU de Nantes : 26440013600471

Notre établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »

⇒ **Le code service** « Service Informatique » OBLIGATOIREMENT. (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)

Le numéro d'engagement (référence interne de notre commande) n'est pas obligatoire MAIS nous vous encourageons à renseigner cette zone dès lors qu'un bon de commande est transmis en amont. Cette référence est alpha numérique, commençant par une lettre. EX : S480500

17.2 Avance

Les conditions requises par l'article R.2191-3 du Code de la commande publique n'étant pas susceptibles d'être réunies dans le cadre de l'exécution du présent marché, aucune avance ne sera accordée au titulaire.

17.3 Facturation / Règlement

Les composantes du présent marché seront réglées selon les modalités suivantes :

Composante	
Composantes C1 et C2 (droit d'usage, maintenance de l'existant)	Facturation annuelle* : 100% du prix annuel
Composante C3	<u>Acquisitions supplémentaires avec droit d'entrée, droits d'usage et supports annuels:</u> facturation annuelle (achat sur commandes) proratisée la 1 ^{ère} année au regard de la date d'échéance du 01/11/N et la dernière année du marché au regard de la date de fin du marché

Composante C4	Admission tacite du livrable sur présentation d'un relevé de prestations validées : 100%
---------------	--

(*) La facturation de la 1^{ère} année des éléments acquis via la composante C3, au moyen d'un bon de commande annuel, sera traitée à part de la facturation de la maintenance forfaitaire initiale des composantes C1 et C2 et sera proratisée la 1^{ère} année au regard de la date d'échéance du 01/11/N et la dernière année du marché au regard de la date de fin du marché.

ARTICLE 18. PENALITES DE RETARD

Pénalités pour indisponibilité du logiciel dans le cas de dépassement des délais de dépannage et pour dépassement des délais contractuels (livraison, vérifications...)

18.1 Pénalités pour indisponibilité

Concernant les composantes C1 et C2, il est prévu des pénalités d'indisponibilité, dans le cas où le fournisseur ne respecte pas les délais de résolution (Cf article 1.5.1 du CCTP), il est susceptible d'encourir les pénalités exprimées ci-après :

100€ /jour ouvré dépassé

L'indisponibilité démarre au premier jour de dépassement du délai pour les incidents qualifiés comme Bloquant et du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré pour les incidents non bloquants.

Le montant des pénalités est plafonné à 5% du montant de la redevance (facture annuelle).

18.1 Pénalités pour dépassement des délais

Concernant les composantes 3 et 4, si les délais contractuels du présent marché sont dépassés par le fait du Titulaire, celui-ci est susceptible d'encourir des pénalités de retard. Il sera fait application des clauses prévues à l'article 14.1 du C.C.A.G./TIC.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-TIC., le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités ne sont pas libératoires.

ARTICLE 19. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 20. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE COMPTABLE

Les renseignements relatifs à l'imputation des dépenses, au nantissement, à la désignation de l'ordonnateur et du comptable assignataire sont mentionnés à l'acte d'engagement.

CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 21. UTILISATION DES RESULTATS

Le titulaire ne peut réutiliser les documents et résultats produits lors de ses prestations lors d'autres missions sans en demander l'autorisation au CHU de Nantes.

ARTICLE 22. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le régime des droits de propriété intellectuelle et des droits de toute autre nature relatifs aux résultats est celui prévu par les articles 43 à 46 du CCAG TIC.

ARTICLE 23. CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer le secret professionnel sur les informations et les documents auxquels il a accès pendant la réalisation de ses prestations.

Le Titulaire ne pourra remettre sans l'autorisation préalable du CHU de Nantes, des documents confidentiels à d'éventuels sous-traitants. En cas de remise autorisée, ces derniers seraient tenus aux mêmes obligations que le Titulaire.

Tout support, comportant des informations confidentielles confiées au Titulaire, devra être remis à l'établissement en fin de marché.

L'obligation de confidentialité continuera après l'expiration du marché. Elle devient caduque si l'information tombe dans le domaine public en dehors de toute intervention du Titulaire.

Cette obligation étant essentielle, le CHU pourra, en cas de non-respect, résilier le marché pour faute immédiatement sans préavis et de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts qu'il pourra réclamer.

Le CHU de Nantes s'engage à conserver le secret sur toutes les applications, techniques, méthodes, savoir-faire, mis en œuvre et/ou développés par le Titulaire pour l'exécution du présent marché.

Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles qui sont déjà connues du public.

ARTICLE 24. CLAUSE DE REEXAMEN

1) En application des **articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique**, le marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial. Un avenant sera alors signé entre le titulaire initial, le nouveau titulaire et le CHU de Nantes. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'**article R.2194-1 du code de la commande publique**, le marché pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché, un avenant sera alors signé entre le titulaire et le CHU de Nantes.

ARTICLE 25. RGD

Le titulaire du contrat s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données (RGPD)** »).

Le titulaire du contrat s'engage notamment à respecter les clauses contractuelles décrites dans l'annexe RGD jointe au CCTP, en particulier s'agissant d'un traitement de type 1.

ARTICLE 26. LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG/TIC

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 4	Article 4 (Pièces contractuelles)
Article 7	Articles 23, 24, 25 et 27 (Vérifications)
Article 18.1	Article 14.1.3, 14.2 (Pénalités)